

## Nouvelles de nulle part : budgets participatifs et transformation sociale

**Javier Navascués**

« Les seules autres solutions que je conçois à notre méthode sont : premièrement, que nous devrions choisir, ou élever, une classe de personnes supérieures capables d'avoir une opinion sur n'importe quel sujet sans consulter qui que ce soit ; en quelque sorte, nous devrions retrouver ce que l'on avait coutume d'appeler une aristocratie intellectuelle ; ou, deuxièmement, que dans le but de sauvegarder la liberté de vouloir de chacun, nous devrions revenir à un système de propriété privée, et avoir de nouveau des esclaves et des propriétaires d'esclaves. Que pensez-vous de ces deux possibilités ? »

William Morris, *Nouvelles de nulle part ou une ère de repos.*

Quelle est la valeur d'un budget participatif (BP) dans une stratégie de transformation sociale ? S'agit-il d'une parade servant à occuper les gens pour qu'ils n'aient pas le temps de s'occuper de ce qui est réellement important ? Ou, au contraire, est-ce un pas de plus pour dépasser les dominations ? Depuis que le Parti des travailleurs (PT) au Brésil a lancé à Porto Alegre en 1989 le premier processus de BP internationalement connu, un débat animé s'est déroulé autour de la portée transformatrice réelle de ces expériences. Quand les « Petistas » de gauche, jusqu'alors en position d'hégémonie à Porto Alegre, ont perdu les élections en 2004, le débat a pris une nouvelle dimension. Quelle était la réelle valeur de ces expériences si elles n'ont même pas pu éviter la victoire de la droite aux élections locales ?

Des doutes ont été émis depuis que le ministre responsable des communautés au Royaume-Uni a annoncé que le gouvernement britannique était prêt à « donner du pouvoir » au peuple au niveau local en faisant du BP une pratique généralisée dans le pays. Ce n'est pas la première fois que les problèmes financiers des gouvernements locaux sont mis sur les épaules des citoyens en Europe. On peut trouver des exemples très parlants en Allemagne et dans d'autres pays. Parfois, même des conseils locaux de gauche bien intentionnés ont essayé de développer de nouvelles formes de démocratie locale par ces procédés. Les résultats ont été très maigres en termes d'augmentation de la participation ou même d'impact des souhaits de la population sur les politiques locales. On peut constater un peu partout des attentes frustrées et des appréciations cyniques sur le processus réel.

Javier Navascués a un master en Génie Industriel. Il enseigne à l'Université de Séville, au Département d'Organisation Industrielle. Il est membre du Secrétariat du Parti Communiste Espagnol (PCE), directeur Général de la Fondation de Recherche Marxiste (FIM).

Néanmoins, dans cet article, je défendrai le fait que le BP peut être une politique de changement, non seulement en Amérique latine, mais aussi dans les grandes villes européennes. C'est une action stimulante qui, pour un parti de gauche au gouvernement, vaut la peine d'être tentée. Toutefois, cet effort doit être audacieux. Mon évaluation s'appuie sur mon expérience personnelle à Séville, une ville de 700 000 habitants au sud de l'Espagne. Depuis 2003, Séville est gouvernée par une coalition du parti social-démocrate – le PSOE – et de la gauche unie – Izquierda Unida (IU). Bien que le PSOE soit majoritaire au gouvernement, l'IU a pu introduire le BP au programme de la coalition. Le but du BP était dans un premier temps de décentraliser une partie du budget de la ville. Cependant, depuis les dernières élections de 2007, le gouvernement local s'est engagé à soumettre l'ensemble du budget au BP d'ici la fin du mandat en 2011.

Le BP de Séville est le descendant direct du processus de Porto Alegre bien qu'il contienne quelques variations dues à un contexte social et politique différent. En un mot, l'idée est que le gouvernement local s'est engagé politiquement à déléguer la distribution d'une partie du budget des dépenses de la ville à une instance de citoyens autonome et autorégulée par des principes et procédures de démocratie directe.

Au bout de quatre ans, nous pouvons considérer ce processus comme une nouvelle forme d'action collective qui consiste en fait à réclamer que le pouvoir de décision sur des sujets traditionnellement réservés au gouvernement soit dévolu aux citoyens. Demande qui, assez paradoxalement d'ailleurs, a obtenu l'appui du gouvernement. C'est en ce sens une autre manière d'aborder l'intervention politique de la part de la gauche, contrairement aux traditionnelles mobilisations ou actions de pression sur les représentants élus pour obtenir un changement. Ce procédé se différencie également des formes pures d'autogestion « sociale », qu'elles soient détachées de ou en relation avec l'État. De plus, c'est un procédé différent des actions « révolutionnaires » traditionnelles : prendre d'assaut l'État (même de manière partielle). La question est de savoir comment caractériser cette nouvelle forme d'action collective ?

### **L'intrusion de la démocratie**

Je définirai ces expériences démocratiques qui consistent à réclamer le droit de prendre directement part aux décisions de l'État comme une intrusion. C'est une cassure dans la pratique de la division du travail politique entre ceux qui représentent et ceux qui sont représentés. C'est un point crucial en ce qui concerne la structure matérielle de l'État capitaliste comme je tenterai de l'expliquer plus tard.

Cette tentative visant à ce que la prise de décision se fasse par un large public et non plus seulement par les institutions de l'État est une caractéristique notable de la globalisation, tant du côté des puissants que du côté de ceux qui résistent. Cette forme d'exercice du pouvoir dans la globalisation combine des mécanismes formels et hiérarchiques du ou des États avec des dispositifs plus flexibles et circonstanciels tels que trouver des consensus, déléguer des tâches, trouver des partenariats... Ceux qui prennent part à ces dispositifs ne sont pas nécessairement

des États ou des institutions étatiques. Nous pouvons définir cette nouvelle géométrie du pouvoir comme étant une caractéristique culturelle de la nouvelle phase de globalisation. C'est pourquoi ni les explications reposant sur un super-impérialisme à l'état brut ni le fantôme d'un post-étatisme, diffus mais omniprésent, ne semblent suffisants pour être appliqués à la réalité d'aujourd'hui.

La gouvernance néolibérale ne rend pas l'État superflu, elle redéfinit son rôle. L'État n'est plus uniquement une machine qui matérialise et reproduit l'équilibre des pouvoirs entre les groupes sociaux dans un territoire donné, à un moment donné de l'histoire. Il est maintenant forcé de partager ces espaces de prise de décision avec des agents non étatiques en abandonnant la souveraineté et en excluant dans le même temps d'autres agents pour la même raison : il n'est plus le souverain. Cependant, dans la dernière analyse, les décisions sont prises grâce à la possibilité d'avoir recours à la légitimation du monopole de violence détenu par l'État. Nous sommes confrontés à une forme d'État plus souple, une souplesse toujours asymétrique avec des structures toujours changeantes mais sélectives<sup>1</sup>.

Cette sélectivité n'est en aucun cas un problème de classe. Elle s'explique par sa portée significative : la priorité de la logique du profit et de l'accumulation de capital est plus importante que n'importe quelle autre logique. Par conséquent, les conflits actuels en période de globalisation semblent opposer le marché (mondial) et l'État (national) mais en réalité ils confrontent le capital et la société à travers l'État sur le champ de bataille d'une sphère publique élargie. C'est la raison pour laquelle la démocratie est en crise. Aristote a déclaré que ce qui fait la différence entre la démocratie et l'oligarchie ce n'est pas la loi du nombre, mais c'est de savoir si le pouvoir est entre les mains des riches ou des pauvres<sup>2</sup>. Dans le capitalisme, la démocratie c'est de placer la lutte pour la vie et ses besoins devant le profit et l'accumulation. Le combat séculaire pour le suffrage universel avait du sens tant qu'il s'agissait du même combat pour imposer les régulations sociales et celles du travail dans un État libéral.

Ce n'est pas le fait du hasard si les deux formes contemporaines d'action démocratique collective, le mouvement d'anti-globalisation et la démocratie participative moderne, ont émergé à la même époque. Seattle, les mobilisations contre l'OMC, etc. Ces combats à l'échelle mondiale ainsi que la justification de la démocratie participative au niveau local sont les formes actuelles des combats démocratiques. Dans la structure flexible mais sélective de l'équilibre des pouvoirs que nous connaissons, nous pouvons distinguer deux sphères publiques distinctes : la sphère publique oligarchique (au-delà de l'État, mais en le conservant) et la sphère publique démocratique (également au-delà de l'État, mais en le dépassant).

Ces deux mouvements démocratiques interviennent dans une sphère publique élargie mais en rapport avec l'État. Le mouvement anti-globalisation mène en quelque sorte des actions de protestation traditionnelles vis-à-vis de l'État tout en essayant de développer une action constructive avec le Forum social mondial (FSM) et ses équivalents régionaux. Le mouvement pour la démocratie participative réclame non seulement la capacité à définir le « bien commun » mais il réclame aussi le droit de mettre en œuvre directement des décisions concrètes de façon à proposer une alternative au fonctionnement habituel de l'État.

1 Ce concept d'« asymétrie sélective » est très proche du concept de Bob Jessop's de « sélectivité stratégique » (*The Future of the Capitalist State*, Cambridge, Polity Press, 2002). Je suis bien entendu responsable en cas de mauvaise compréhension du point de vue de l'auteur.

2 Aristote, *La Política (la Politique)*, Justino de Azcárate (trad.), Madrid, Espasa Calpe, 1997 (référence de l'auteur du texte).

### « La classe ouvrière ne peut pas simplement se courber devant la machine étatique... »

La représentation matérielle et la reproduction active des relations sociales à travers ses propres structures est une caractéristique imprescriptible de l'État capitaliste malgré toutes les mutations qu'a subies le capitalisme. Les « leviers » de l'État sont précisément ces mécanismes qui sont responsables de la reproduction et du renforcement de ces relations dans la sphère politique. Selon moi, deux de ces leviers sont essentiels pour comprendre les défis posés par la démocratie participative. Ces éléments constituent ce que Nicos Poulantzas nomme la matérialité institutionnelle de l'État <sup>3</sup>.

D'abord vient l'individualisation, l'éclatement de la société en un ensemble d'êtres humains atomisés. Les relations sociales se décomposent dans les lois « bourgeoises » modernes entre des individus formellement égaux avec leurs intérêts légitimes. Légitimes tant qu'ils sont privés. Par exemple l'État reconnaît les droits des travailleurs salariés en tant que tels, mais ces droits sont codifiés afin de les concilier, tout en ignorant que les travailleurs salariés sont des travailleurs salariés parce qu'ils ont un employeur. C'est comme si l'exploitation n'existait pas. Une fois que ces droits sont reconnus et codifiés, ils sont hiérarchiquement assujettis à l'*intérêt général* qui ne peut être légitimement interprété que par l'État. Dans une société divisée en classes, l'intérêt général est évidemment aussi soumis à l'asymétrie sélective précisément à travers ces dits codes. Si la démocratie est le mouvement du peuple d'en bas permettant de surmonter les fardeaux que lui imposent quotidiennement les relations de pouvoir existantes, le mouvement pour la démocratie doit être *autonome* par rapport à l'État pour passer outre les limites fixées par cette codification. Dans le cas contraire, le mouvement serait comprimé à l'intérieur des frontières tracées. L'autonomie du peuple depuis le bas est la condition pour la démocratie.

Quel est le but de cette autonomie ? C'est de dépasser la *division du travail*. La division entre le travail intellectuel et le travail manuel est un autre levier faisant partie intégrante des mécanismes étatiques que je souhaite souligner. Une interprétation non réductrice de ce concept pourrait aisément mettre en lumière l'homologie entre le pouvoir des capitalistes et des administrateurs sur le lieu de travail et le pouvoir de l'État. Une homologie définissant le rôle de la technologie – le pouvoir social objectivé, le travail mort que s'est approprié le capitalisme – et soumettant le travail vivant à la *raison d'État*, la connaissance supérieure qu'a l'État de ce qui relève ou pas de l'*intérêt public*.

La division entre travail intellectuel et travail manuel dans la gestion des questions collectives est bien plus ancienne que le capitalisme. Elle trouve sa source dans l'apparition des classes dans les sociétés. Cependant, la science administrative rationaliste, fonctionnelle et « scientifique » est le produit de la société « bourgeoise », de façon métaphorique, mais aussi dans le sens propre et concret du terme. Les classiques du républicanisme bourgeois tels que Madison et Sieyès <sup>4</sup> sont ouvertement en faveur d'une démocratie représentative et non pour une démocratie directe. De plus, ils basent leur argumentation sur les vertus de la division du

3 Nicos Poulantzas, *State, Power, Socialism*, Verso, London, 1980.

4 Yves Sintomer, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, La Découverte, Paris, 2007.

travail dans le monde des affaires. Quelles que soient les arguties utilisées plus tard pour justifier cette option, la démocratie représentative était le moyen naturel permettant d'organiser l'administration publique dans une société fondée sur le salariat. Le combat pour prendre part directement à la prise de décision publique sur une base d'autonomie, le cœur du combat pour la démocratie participative, est la *négation* de cette division du travail.

Soutenir cette division du travail dans un mouvement démocratique serait la négation même de tous les objectifs essentiels du combat. Le parti travailliste britannique s'est vaincu lui-même en prenant à son compte l'affirmation fabienne [de la Fabian Society] : « Nous n'avons que peu confiance en "l'homme moyen sensuel". Nous ne pensons pas qu'il puisse faire beaucoup plus que décrire ses doléances, nous pensons qu'il ne peut pas prescrire les remèdes dont il a besoin. . . Nous souhaitons introduire l'expert professionnel. »<sup>5</sup> C'est de cette manière que le projet d'émancipation est retombé à son ennemi en acceptant le pouvoir social des experts. Inutile de préciser que c'est ce qui s'est passé lors du tournant autoritaire de la révolution russe et dans la théorie et la pratique du parti dirigeant. Ces deux exemples représentent ce que Poulantzas nomme l'« étatisme technobureaucratique des experts »<sup>6</sup>, caractéristique commune au stalinisme et à la social-démocratie de par la vénération de l'État, très critiqué par William Morris dans ses *Nouvelles de nulle part*<sup>7</sup>, un ouvrage anti-utopique écrit pour contrecarrer l'influence des « solutions techniques » aux « questions sociales » dans le mouvement travailliste britannique du 19<sup>e</sup> siècle.

C'est pourquoi contrôler les leviers de l'État est insuffisant, comme l'a expliqué Marx dans *La guerre civile en France*. Même de nouveaux « leviers prolétaires » seraient inefficaces. La solution est bien au-delà de ces mesures. L'idée générale est ce que Marx appelle lui-même « la réabsorption du pouvoir de l'État par la société en tant que sa propre force vitale, plutôt qu'en tant que forces de contrôle et d'assujettissement »<sup>8</sup>. Ou, pour le dire avec les mots de Poulantzas, *la transformation de l'appareil d'État tendant au dépérissement de l'État ne peut reposer que sur une augmentation de l'intervention des masses populaires dans l'État [...] à travers ses initiatives propres dans l'État lui-même*<sup>9</sup>.

### Autonomie et connaissance collective

Selon moi la valeur transformatrice des expériences de BP est en relation directe avec le degré auquel elle promeut l'autonomie de la citoyenneté et remet en cause la division du travail entre régulateurs et régulés. Cela permet d'accéder à une nouvelle forme de connaissance collective concernant les intérêts communs.

Dans le cas de Séville, en prenant en compte les limites de temps et de portée, on peut évaluer les avancées et les reculs sous ces deux aspects. En ce qui concerne l'autonomie, le premier pas est le processus « constitutionnel » : la décision politique prise pour en faire un processus autorégulé. Une idée venue de Porto Alegre, l'« autorreglamento » (autorégulation), était la clé de l'appropriation du processus par la population. Les principes de solidarité et de justice sociale et les procédures servant à mettre en œuvre ces principes sont codifiés et révisés régulièrement —

5 Beatrice Webb, *Our Partnership*, Longmans, London, 1948.

6 Poulantzas, *op. cit.*

7 Voir la citation en introduction.

8 Karl Marx, *La guerre civile en France*, première édition, 1871. In *Collected Works, Marx/Engels Internet Archive* (marxists.org) 1993, 2000.

9 Poulantzas, *op. cit.* Emphasised by P.

et ce, directement. Il faut aussi souligner que ces régulations rendent visible la structure des relations entre le processus et les autorités locales, en évitant par conséquent la subordination du premier au second.

La seule existence de ces règles auto-établies et leur acceptation dans la pratique sont les clés pour ne pas tomber dans le clientélisme qui est un problème endémique pour l'autonomie des mouvements populaires. D'un autre côté, les règles stipulent en détail comment les assemblées populaires, ainsi que toutes les instances du BP, doivent être dirigées par des citoyens et non par des fonctionnaires, et comment les infrastructures ainsi que les ressources publiques peuvent être utilisées par les citoyens en cas de besoin.

La structure assurant les relations entre les autorités locales, les équipes techniques et les instances du BP est une piste à suivre. La mise en place de cette structure n'a pas été dénuée de problèmes. Au tout début, en 2004, il y a eu un conflit entre les membres du conseil régional et les instances de même niveau du BP. Vers mars 2007, un décret a été passé par le gouvernement local qui s'engageait à accomplir les « résolutions approuvées par les citoyens ». Entre ces deux dates, il y a eu de longs débats et chaque partie a appris de l'autre, mais non sans difficultés. Pendant cette période, de nombreuses procédures ont été mises en place pour s'assurer que le gouvernement local répondrait de ses actes devant les Assemblées et que les délégués choisis examineraient attentivement tout le processus de dépense publique.

En ce qui concerne la division du travail, le processus a permis de remettre en question la traditionnelle orientation fonctionnelle de l'organisation du gouvernement local. Le travail habituel des procédures administratives devient transparent et les citoyens peuvent les questionner tant dans la forme que sur le fond. Les dirigeants de la force publique n'ont d'autre choix que de négocier avec les citoyens sur la manière dont les choses sont faites. La connaissance pratique rétablit l'équilibre avec la connaissance technocratique. L'éducateur est éduqué.

Forger des alliances renforce l'autonomie et les citoyens deviennent plus compétents collectivement. Les programmes sectoriels ont gagné de la force dans les assemblées territoriales. Ils ont reçu du soutien et ont posé des questions qui, dans le cas contraire, seraient restées cantonnées à des groupes minoritaires. L'apparition d'instances de délibération composées de citoyens et de fonctionnaires travaillant ensemble au même niveau crée la possibilité de briser le monopole du gouvernement local comme seul interprète des besoins collectifs.

De cette façon, le processus s'ouvre pour faire des recherches sur d'autres problèmes : l'accord sur la parité homme-femme ouvre la question de savoir quand les politiques feront du droit de participation une réalité. Tous les corps collectifs fonctionnent par roulement et tous les délégués peuvent être révoqués. Personne ne peut avoir de second mandat. Le processus s'ouvre vers un concept élargi de la citoyenneté : les enfants en dessous de l'âge légal, les immigrants quel que soit leur statut, ont tous le droit de participation.

Le résultat est qu'un processus de connaissance et de construction du pouvoir se développe. Les citoyens sont plus compétents et ont plus de connaissances, donc ils sont plus confiants. Il y a plus d'autonomie, attirant des citoyens et des

groupes de l'extérieur et de l'intérieur de l'État local. D'autres questions surgissent de cette fertilisation réciproque entre les expériences pratiques et vitales et ce qui relève plus de la compréhension intellectuelle et technique : quels critères permettent d'évaluer une estimation du coût d'un programme ou d'un travail public ? Comment déployer les services publics pour en garantir l'accès à tous ? « Celui qui n'est pas occupé à naître est occupé à mourir... » Une brève digression sur la question des partis politiques et la démocratie participative

Les avancées que j'ai décrites jusqu'ici sont partielles et limitées. Cependant, elles permettent d'avoir un aperçu de ce que pourrait donner le développement de la démocratie participative. Mais cela induit de nouveaux défis.

L'un des plus urgents est le besoin de changement dans les partis politiques. La volonté politique est utile si la pratique participative n'est pas dénaturée. Séville, Porto Alegre et bien d'autres exemples démontrent qu'un engagement audacieux, rigoureux et autocritique est indispensable de la part du gouvernement. Ce qui implique que les partis politiques doivent faire un choix.

Les partis de gauche nés avec les mouvements démocratiques et des travailleurs des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles étaient alors des éléments constitutifs de ces mouvements ; ils étaient leur source et ils pouvaient les représenter dans et contre l'État. Mais aujourd'hui ils sont dans un espace hybride, entre l'État et la société, s'ils n'ont pas été complètement absorbés par l'État. Les défis de la démocratie participative les obligent à décider entre étatisme et autonomie.

« La liberté, c'est faire que l'État qui est un organe superposé sur la société devienne subordonné à elle. » De plus, aujourd'hui, l'État existe sous des formes plus ou moins libres dans le sens où elles réduisent la « liberté de l'État ». Ce n'est pas une affirmation libérale. C'est ce qu'a déclaré Marx dans sa *Critique du programme de Gotha*<sup>10</sup> qui trouve sa source dans une compréhension claire de ce qu'est l'étatisme — ce que les partis de gauche semblent avoir perdu. On peut le dire plus fort mais pas plus clairement. C'est exactement le rôle des partis politiques, de l'intérieur comme de l'extérieur : fixer des limites à la liberté de l'État.

Le second défi des partis politiques est de faire en sorte de ne pas devenir eux-mêmes des « États ». Ce qui renvoie à la question de la division du travail, c'est-à-dire au besoin urgent de mesures sérieuses contre la bureaucratisation et le professionnalisme, mesures au service de la démocratie participative ainsi que changements organisationnels et culturels indispensables. Le débat n'est pas des plus récents : il date au moins de 1872, mais l'urgence se fait sentir plus que jamais aujourd'hui. Le modèle traditionnel de parti de gauche — qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il était — ne convient pas à la démocratie participative.

Vu la situation, que reste-t-il aux partis de nos jours ? Les politiques et l'idéologie... ce qui représente déjà beaucoup en soi. La société n'est pas homogène. Tout comme l'État, elle est traversée par toutes sortes de contradictions et de projets politiques, certains sont différents, d'autres s'excluent mutuellement. Le rôle principal des partis politiques dans la démocratie participative est précisément de la politiser pour éviter qu'elle ne devienne banale. Néanmoins, d'une certaine manière, ils doivent renaître. Et pour paraphraser la chanson de Bob Dylan, les partis politiques qui ne s'engageront pas à renaître pourront ne penser qu'à leur mort.

10 Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875. In *Collected Works, Marx/Engels Internet Archive* (marxists.org) 1999.

## **Démocratie intrusive, ou comment rendre l'État au peuple**

Les pratiques de démocratie participative sont en accord avec les transformations sociales dans la mesure où elles rejettent le fonctionnement des « leviers » de classes de l'État. Le capitalisme contemporain brouille — et a toujours brouillé — la frontière autrefois bien démarquée entre l'État et la société civile. L'histoire séculaire de la démocratie est l'histoire des brouillages et des élargissements de ces espaces, l'histoire de la construction de l'autonomie et de l'intrusion. Le déclin de la démocratie est dû à la fragmentation des couches populaires et la cooptation de quelques fragments au sein des structures étatiques corporatistes. Les sociétés plurielles d'aujourd'hui se reposent facilement sur le fait qu'elles sont dirigées « démocratiquement » par l'État grâce à une catégorisation sociologique en « secteurs » : femmes, migrants, personnes âgées, groupes ethniques... Le mouvement démocratique doit construire une identité commune et un programme en tenant compte de cette diversité. Les pratiques d'autonomie démocratique vis-à-vis de l'État sont un moyen de réinventer la démocratie en tant qu'intrusion du pauvre.

La démocratie participative est-elle une technique de contrôle social ou un processus d'appropriation du pouvoir ? Il peut s'agir des deux à la fois. Il faut, cependant, un minimum de volonté politique et d'autonomie. Le reste vient avec la pratique : dépassement des divisions, retour mutuel d'information, identification de l'intérêt commun et conception collective de projets.

Seule la pratique sociale d'une régulation consciencieuse de la manière de diriger la vie sociale fera émerger les éléments d'une nouvelle société. La coopération est le meilleur moyen d'apprendre à coopérer. Le développement d'une coopération planifiée pour répondre aux besoins communs est la base d'une future expansion du « commun ». De nouvelles capacités se développeront avec le développement de la nouvelle société. Cependant, une condition nécessaire à l'émergence de ces nouvelles capacités est de pouvoir aller de l'avant. Et ce, malgré des avancées difficiles, fragiles, insuffisantes.

Existe-t-il un autre moyen que la démocratie participative pour répondre aux besoins de tous ? Existe-t-il un autre chemin permettant d'éviter la bureaucratiation et la spécialisation ? Que doit-on attendre ? On peut avancer que les sociétés très peuplées et complexes du 21<sup>e</sup> siècle ne peuvent pas fonctionner en assemblée permanente, comme une Athènes mondialisée, mais qui propose cela ? Nous pouvons seulement proposer — et c'est bien suffisant pour éviter des erreurs bien connues et rechercher un processus qui pourrait permettre de surmonter le problème de la séparation de l'État de la société — de pousser vers une société régulée. Ce processus n'est pas la panacée. Il faut des combats rudes pour que de nouvelles manières d'organiser la vie en société soient rendues possibles. Naturellement, il faudrait surmonter beaucoup d'obstacles. Mais il n'y a pas lieu de repousser la participation à l'aube d'une nouvelle société parce que la participation est la seule façon de donner naissance à ces êtres humains qui imagineront et construiront la nouvelle société de demain.